

Déclaration pour la création à Montreuil d'une plate forme unitaire de solidarité et de protection pour les Rroms

Réunis le 25 août à Montreuil, les associations, groupements, mouvements, organisations, partis et personnes soussignés ont adopté la déclaration suivante :

Depuis le début de l'été, le Président de la République et le gouvernement ont multiplié les déclarations hostiles, discriminatoires et xénophobes vis à vis des Rroms, citoyens européens, présents sur le territoire français. Les mesures anti-Rroms s'inscrivent clairement dans le cadre de la politique anti-immigrés initiée par Sarkozy et son gouvernement. Sur leur ordre, les forces de police ont lancé des actions brutales de démantèlement des camps, jetant à la rue et dans l'errance des centaines de familles, ainsi coupées des liens qui avaient pu se constituer avec l'école, le suivi sanitaire, les associations de solidarité et d'insertion...

Nous condamnons fermement cette politique et ces actions.

Parce que les Rroms sont des citoyens européens

Nous exigeons qu'une autre direction soit prise : intervention auprès de l'Union Européenne pour une action globale en faveur des Rroms d'Europe de l'est, où qu'ils se trouvent à cet instant, reconnaissance des droits des Rroms à l'instar des autres citoyens européens, arrêt des discriminations en Roumanie, Hongrie, Bulgarie et dans les Balkans.

Pour ce qui est de la France, nous demandons la mise en place d'une politique d'accueil, d'insertion et respectueuse du droit commun pour les Rroms vivant sur notre territoire, la fin des discriminations à l'embauche, ainsi que l'inscription des Rroms dans un plan national visant à l'éradication des bidonvilles et de l'habitat insalubre, l'application de la loi de réquisition, l'aide aux collectivités locales et aux associations en vue d'une action durable d'insertion sociale et professionnelle.

Dès à présent à Montreuil, nous entrons en désobéissance civile et en résistance contre cette politique.

Nous créons une plate forme montreuilloise unitaire de solidarité et de protection avec les Rroms.

Nous nous adressons ensemble à nos concitoyens montreuillois pour faire reculer les préjugés et les sentiments anti-Rroms qui reposent sur la méconnaissance de leur histoire et de leur situation réelle.

Nous demandons aux parlementaires et à tous les élus montreuillois d'intervenir dans le sens indiqué ci dessus dans leurs assemblées respectives, de même qu'auprès des maires des communes voisines, de la communauté d'agglomération « Est Ensemble » et du Conseil Général de Seine Saint Denis, pour que chacun prenne en main une part de la solidarité nécessaire.

Nous exigeons et agirons pour la tenue d'une conférence régionale de l'ensemble des collectivités et associations sur la question de l'accueil des familles Rroms en Ile de France.

Comme l'a fait la Maison Ouverte, nous décidons d'ouvrir nos locaux pour la protection et l'hébergement des 36 Rroms expulsés récemment d'un squat.

Nous prenons les dispositions pour recueillir tous les dons permettant aux familles de s'alimenter, de se soigner, de scolariser leurs enfants si le besoin s'en fait sentir.

Nous mettons en place six groupes de travail destinés à examiner solidairement :

- Le recensement des lieux et des locaux pouvant prendre le relais de la Maison Ouverte pour l'hébergement des 36 Rroms, à partir du 3 septembre et pour des séquences d'au moins deux semaines.
- Le soutien juridique aux personnes ayant reçu des OQTF (obligations à quitter le territoire français).
- La création d'activités solidaires ou d'utilité sociale pouvant impliquer les Rroms et leur procurer un minimum de revenu.
- Les conditions d'un logement durable global pour les populations Rroms et en errance.
- La mise en place d'un dispositif de parrainage des enfants et des familles Rroms qui le désirent par des citoyennes et des citoyens montreuillois et les élus (es).
- Les actions utiles auprès de nos concitoyens pour faire reculer les préjugés et les sentiments anti-Rroms.

Dans la continuité des efforts effectués par la municipalité dans le cadre de la Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale qui intervient en direction de plus de la moitié des populations Rroms présentes sur le territoire, nous lui demandons dans les semaines qui viennent d'inscrire dans les écoles les enfants en âge de scolarisation, de favoriser l'accès aux soins des personnes qui en ont besoin, de faire procéder à la domiciliation administrative par le CCAS des familles qui en feraient la demande, d'assurer l'enlèvement des déchets aux abords des terrains occupés par les Rroms et d'appuyer les demandes d'accès à l'eau et à l'électricité.

Unissant nos voix et nos forces, nous demandons l'arrêt des expulsions ainsi que l'abrogation des mesures transitoires inscrites dans le CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) à l'encontre des Bulgares et des Roumains.

Fait à Montreuil le 25 août 2010

Signataires

Associations et syndicats : Confédération étudiante ; COS Les Sureaux ; Ecodrom 93 ; Emmaüs ; Emmaüs Alternatives ; Hors la Rue ; Fédération LDH 93 ; LDH section Montreuil-Romainville ; la Maison de l'Arbre ; la Maison des Femmes de Montreuil ; la Maison Ouverte ; MRAP 93 ; Rues et Cités ; Solidaires 93&Sud personnel communal

Organisations politiques : Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique ; Modem Montreuil ; Elus Montreuil Vraiment ; Les Verts-Europe écologie

Organisations religieuses : Association des cités du secours catholique Cité Myriam ; Communauté Kurde de Montreuil France-Traïka ; Fédération Culturelle des associations musulmanes de Montreuil ; Les membres des deux équipes pastorales des 5 paroisses catholiques de Montreuil ; Paroisse protestante Montreuil-Vincennes ; Union des Musulmans Montreuillois ; Union Juive Française pour la Paix

Personnalités : Dominique Attia, Stephan Beltran et Murielle Bensaïd (élus communiste) ; Clémentine Autain (Directrice de Regards) ; Marcel Besnard (Conseil Presbytéral de l'église réformée de Vincennes-Montreuil) ; Pierre Cours Salies (sociologue -FASE) ; Patrick Darré (Perspective communiste) ; Ibrahim Dufriche-Soilih (militant socialiste) ; Houria Hakerman (militante associative) ; Jean Jacques Hocquard (Directeur la Parole Errante) ; Eric Lagandre (Ingénieur) ; Philippe Martel (Président Interlogement 93) ; Fabrice Nicolino (journaliste) ; Jean Louis Renoux (militant socialiste) ; Francis Rol-Tanguy ; Daniel Rome (Président du comité local d'ATTAC Montreuil) ; Thierry Schaeffer (Directeur des Instants Chavirés) ; Eric Tachin (Rresponsable associatif) ; Eric Tesson (militant socialiste) ; Pierre Vila, (militant associatif -FASE) ; Léon Wisznia (militant socialiste)